

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1978 relatif aux épreuves d'avancement au grade de major du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 2 mai 1984, 19 décembre 1985 et 8 avril 1986;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre II, « Programme des épreuves », de l'arrêté royal du 26 janvier 1978 relatif aux épreuves d'avancement au grade de major du corps opérationnel de la gendarmerie :

« Article 5bis. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 5, § 1er, 1° :

1° les officiers porteurs d'un diplôme de licencié en droit délivré conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;

2° les officiers porteurs du brevet d'administrateur militaire. »

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er avril 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1978 betreffende de examens voor bevordering tot de graad van majoor van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 mei 1984, 19 december 1985 en 8 april 1986;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 5bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk II, « Programma der examens », van het koninklijk besluit van 26 januari 1978 betreffende de examens voor bevordering tot de graad van majoor van het operationeel korps van de rijkswacht :

« Artikel 5bis. Worden vrijgesteld van het examen bedoeld in artikel 5, § 1, 1° :

1° de officieren, houders van een diploma van licentiaat in de rechten, uitgereikt overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949;

2° de officieren, houders van het brevet van militair administrateur. »

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 644

15 JANVIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au fonctionnement des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 5, 13, 87, 88 et 94;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1983 sur les hôpitaux;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des services de l'Exécutif de la Communauté française, tel que modifié ultérieurement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 janvier 1983 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains agents des services de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 19 octobre 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif du 14 juillet 1985;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 19 janvier 1987;

Considérant qu'en vue de répondre aux exigences spécifiques de la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française, il s'impose de mettre en place sans délai un cadre de délégations de pouvoirs approprié;

Sur la proposition de notre Ministre-Président et de notre Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes et vu la délibération de l'Exécutif du 15 janvier 1987,

Arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par hôpitaux : les hôpitaux psychiatriques de la Communauté française implantés respectivement rue Chêne aux Haies, à 7000 Mons et rue Despars 94, à 7500 Tournai.

Art. 2, § 1er. Dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et notamment les articles 5 et 6 et par l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le

médecin en chef-directeur de chaque hôpital est habilité à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation de marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

- 800 000 francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication publique ou d'appel d'offre général;
- 400 000 francs pour les marchés passés suivant la procédure d'adjudication restreinte ou d'appel d'offre restreint;
- 200 000 francs pour les marchés passés suivant la procédure du gré à gré.

§ 2. Sauf pour les dépenses effectuées pour couvrir les besoins habituels des hôpitaux (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement), les délégations visées au § 1^{er} ci-avant ne sont valables que pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par l'Exécutif ou celui de ses membres compétent, soit par l'approbation d'un programme où l'objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé, ou que la dépense ait fait l'objet d'une inscription nominative au Budget.

Art. 3. Sont exclus des délégations visées à l'article 2 du présent arrêté, les marchés en matière d'informatique relatifs au matériel, aux logiciels et aux services.

Art. 4. Dans les limites fixées aux articles 2 et 3, les fonctionnaires habilités peuvent déroger, dans le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, au cahier général des charges, et prévoir l'octroi d'avances.

Art. 5. La compétence d'approbation de l'exécution du marché est accordée à l'autorité déléguée qui a attribué le marché.

Art. 6. Les limites financières des délégations prévues dans le cadre du présent chapitre s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 7. Sans préjudice des attributions confiées au Conseil médical par l'arrêté royal n° 407 du 28 avril 1986 « modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux » et dans les limites fixées à l'article 2, délégation est accordée au médecin en chef-directeur de chaque hôpital, pour les affaires ressortissant aux services dont il a la charge :

1° pour signer les bons de commande et lettres relatives à des commandes, les ordonnances de paiement et les ordonnances de crédits de fonds, la correspondance relative aux actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignement, les lettres de rappel et les bulletins de lettres de transmission; tous les recommandés adressés à l'hôpital, en ce compris ceux adressés aux Ministres de la Communauté française;

2° pour certifier conformes les copies et extraits de documents déposés dans les archives de l'hôpital;

3° pour approuver les dépenses de toute nature qui sont de la compétence de l'hôpital.

Art. 8. Sans préjudice des attributions confiées au Conseil médical par l'arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986 « modifiant et complétant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux », délégation est accordée au médecin en chef-directeur de chaque hôpital pour coordonner et diriger les activités du personnel engagé tant sous régime statutaire que sous régime contractuel, et notamment pour accorder, aux agents relevant de leur autorité, les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels; pour approuver les états de frais de route et de séjour du personnel relevant de leur autorité; pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences.

Art. 9. Le médecin en chef-directeur de l'hôpital doit obligatoirement remettre son avis ou ses propositions concernant :

- 1° l'affectation des agents des niveaux 2, 3 et 4;
- 2° la fixation de la résidence administrative;
- 3° la mutation des membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4;
- 4° le changement de grade ou la promotion par avancement la grade ou par accession au niveau supérieur;
- 5° l'octroi, pour les agents des niveaux 2, 3 et 4, des congés dans les cas suivants :
 - a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;
 - b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public; de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;
 - c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou libre subventionnée;
 - d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;
 - e) pour effectuer des prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;
 - f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale, dans le cadre du congé de promotion sociale;
- 6° le placement, à leur demande, des agents des niveaux 2, 3 et 4 en disponibilité pour convenance personnelle;
- 7° l'autorisation, pour les agents des niveaux 2, 3 et 4, de s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons familiales;
- 8° l'attribution, aux membres du personnel des niveaux 2, 3 et 4, des fonctions supérieures;
- 9° le licenciement, pour des motifs graves, des membres du personnel engagés par contrat et la dénonciation, pour les mêmes motifs, de contrats d'occupation de chômeurs;
- 10° la suspension d'un agent de ses fonctions, dans l'intérêt du service;
- 11° l'autorisation des membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels.

Art. 10. Dans la mesure où elles sont incompatibles avec les dispositions du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 janvier 1983 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains agents des services de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 19 octobre 1983 et par l'arrêté de l'Exécutif du 14 juillet 1985 ne sont pas d'application.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1987.

Art. 12. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les hôpitaux psychiatriques dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 janvier 1987.

Par l'Exécutif :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes de la Communauté française,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 644

15 JANUARI 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de werking van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 13, 87, 88 en 94;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, zoals later gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 januari 1983 houdende overdrachten van bevoegdheden aan de opperambtenaren en aan sommige ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 19 oktober 1983 en bij het besluit van de Executieve van 14 juli 1985;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 19 januari 1987;

Overwegende dat het noodzakelijk is, om te voldoen aan de specifieke vereisten van het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap, zonder verwijl een gepast kader voor delegatie van bevoegdheden tot stand te brengen;

Op de voordracht van onze Minister-Voorzitter en van onze Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 januari 1987,

Besluiten :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient onder ziekenhuizen verstaan te worden : de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap die respectievelijk rue Chêne aux Haies, te 7000 Bergen en rue Despars 94, te 7500 Doornik, gelegen zijn.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd door de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid de artikelen 5 en 6, en door het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt de hoofdgeneesheer-directeur van elk ziekenhuis gemachtigd tot het goedkeuren van het bestek of de bescheiden die het vervangen en tot het kiezen van de wijze waarop een opdracht wordt gegund, tot het instellen van de procedure en tot het gunnen van de opdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor opdrachten die lager zijn dan :

— 800 000 frank, voor de opdrachten gegund volgens de procedure van openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag;

— 400 000 frank, voor de opdrachten gegund volgens de procedure van beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag;

— 200 000 frank, voor de opdrachten gegund volgens de procedure van onderhandse opdracht.

§ 2. Behalve voor de uitgaven gedaan om de gewone behoeften van de ziekenhuizen te dekken (lopende uitgaven voor de werking, het verbruik en de uitrusting), gelden de in § 1 hierboven bedoelde delegaties alleen voor zover het voorwerp van de uitgave toegelaten is door de Executieve of het bevoegde lid hiervan, hetzij door de goedkeuring van een programma dat het voorwerp behelst, hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dat voorwerp, inzonderheid indien het programma nog niet goedgekeurd is, of voor zover de uitgave nominatief in de Begroting is ingeschreven.

Art. 3. Worden uitgesloten van de delegaties bedoeld in artikel 2 van dit besluit, de opdrachten inzake informatica met betrekking tot de hardware, de software en de diensten.

Art. 4. Binnen de in de artikelen 2 en 3 vastgestelde perken, kunnen de gemachtigde ambtenaren, in het bestek of de bescheiden die het vervangen, afwijken van de algemene aannemingsvoorwaarden, en in de toekenning van voorschotten voorzien.

Art. 5. De bevoegdheid voor de goedkeuring van de uitvoering van de opdracht wordt toegekend aan de gedelegeerde overheid die de opdracht heeft gegund.

Art. 6. De financiële perken van de delegaties bedoeld in het kader van dit hoofdstuk worden bedoeld met uitsluiting van de belasting op de toegevoegde waarde.

Art. 7. Onverminderd de bevoegdheid toegekend aan de Medische Raad door het koninklijk besluit nr. 407 van 28 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, en binnen de in artikel 2 vastgestelde perken, wordt een delegatie toegekend aan de hoofdgeneesheer-directeur van elk ziekenhuis, voor de zaken die afhangen van de diensten waarmee hij is belast :

1° om de bestelbons en de bestelbrieven te ondertekenen, alsmede de bevelschriften tot betaling en de bevelschriften voor kasvoorschotten, de briefwisseling met betrekking tot de gewone daden van onderzoek, de aanvragen om inlichting, de herinneringsbrieven en de bewijzen van verzendingsbrieven, alle aangetekende brieven gericht aan het ziekenhuis, met inbegrip van deze die aan de Ministers van de Franse Gemeenschap gericht zijn;

2° om de afschriften en uittreksels uit documenten die op het archief van het ziekenhuis afgegeven zijn, voor eensluidend te verklaren;

3° om de uitgaven van alle aard waarvoor het ziekenhuis bevoegd is, goed te keuren.

Art. 8. Onverminderd de bevoegdheid toegekend aan de Medische Raad door het koninklijk besluit nr. 407 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, wordt een delegatie toegekend aan de hoofdgeneesheer-directeur van elk ziekenhuis, om de activiteiten te coördineren en te leiden van het personeel dat zowel in statutair als in contractueel verband aangeworven is, inzonderheid om aan de ambtenaren die onder hun gezag staan het jaarlijks vakantieverlof en de uitzonderlijke verloven toe te kennen; om de staten van reis- en verblijfkosten van het personeel dat onder hun gezag staat, goed te keuren; om de toelating te verlenen aan congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties deel te nemen.

Art. 9. De hoofdgeneesheer-directeur van het ziekenhuis moet verplicht zijn advies of zijn voorstellen indien betreffende :

1° de dienstaanwijzing van de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4;

2° de vaststelling van de administratieve standplaats;

3° de overplaatsing van de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4;

4° de verandering van graad of de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau;

5° het toekennen, voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4, van de verloven in de volgende gevallen :

a) om dwingende redenen van familiaal belang;

b) om hen in staat te stellen een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, van het universitair onderwijs;

c) om, interimair, een ambt uit te oefenen in een officiële school of in een gesubsidieerde vrije school;

d) om hen in staat te stellen kandidaat te zijn voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

e) om hun ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid;

f) om cursussen te volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, in het kader van het verlof van sociale promotie;

6° het stellen, op hun aanvraag, van de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4 in beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheid;

7° de toelating, voor de ambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4, om afwezig te zijn voor een lange duur gewettigd door familiale redenen;

8° de toekenning, aan de personeelsleden van de niveaus 2, 3 en 4, van hogere functies;

9° de afdanking, om gewichtige redenen, van de personeelsleden die onder contract aangeworven zijn, en de opzegging, om dezelfde redenen, van contracten voor de tewerkstelling van werklozen;

10° de schorsing van een ambtenaar in zijn ambt, in het belang van de dienst;

11° de toelating, voor de personeelsleden, om gebruik te maken van hun eigen voertuig voor toevallige dienst-reizen.

Art. 10. Voor zover zij onverenigbaar zijn met de bepalingen van dit besluit, zijn de bepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 januari 1983 houdende overdrachten van bevoegdheden aan de opperamtenaren en aan sommige ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 19 oktober 1983 en bij het besluit van de Executieve van 14 juli 1985, niet van toepassing.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1987.

Art. 12. De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Minister van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de psychiatrische ziekenhuizen behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 januari 1987.

Vanwege de Executieve :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand van de Franse Gemeenschap,

A. BERTOUILLE